

Unité départementale de la Vendée  
Cité administrative Travot  
Bat A2  
10 rue du 93<sup>e</sup> régiment d'infanterie  
85000 La Roche-sur-yon

La Roche-sur-yon, le 16 avril 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/03/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**UNITED PETFOOD FRANCE**

Zone industrielle de la Trésorerie  
Rue Gutenberg  
62126 Wimille

**Références :** DENV.2024.146  
**Code AIOT :** 0006303348

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2024 dans l'établissement UNITED PETFOOD FRANCE implanté Route de la Ferrière 85140 Saint-Martin-des-Noyers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- UNITED PETFOOD FRANCE
- Route de la Ferrière 85140 Saint-Martin-des-Noyers
- Code AIOT : 0006303348
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement United Petfood France (UPF) de Saint-Martin-des-Noyers fabrique des aliments secs pour chiens et chats. À cet effet, il relève de la directive européenne sur les émissions industrielles.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan de défense incendie (entrepôt)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 23	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
2	Odeurs	Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 7.2	Demande d'action corrective	5 jours
3	Moyens de lutte contre un incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Mise en demeure, respect de prescription	5 jours
4	Entreposage des déchets	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2 et 45	Demande d'action corrective	1 mois
5	Rétention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 - I	Demande d'action corrective	1 mois
7	Recharge des batteries	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - point 17	Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant	5 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Maintenance des moyens d'intervention en cas d'accident	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Sans objet
8	Conformité aux plans et données techniques du dossier d'autorisation	Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 2.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection, réalisée de manière inopinée, s'inscrit dans le cadre de l'action régionale « gestion de crise ». Elle visait à vérifier que l'exploitant avait mis en œuvre un plan de défense incendie et à vérifier le contrôle des moyens d'intervention contre un incendie.

Les contrôles de ces derniers moyens ont été faits et n'appellent pas de remarques particulières.

Par contre, un projet d'arrêté de mise en demeure, a été émis à la suite des constats suivants :

- Absence de plan de défense incendie,
- Présence d'obstacles sur l'une des aires dédiée aux pompiers pour l'accès à la réserve d'eau,
- Non-respect de distance minimale entre la zone de chargement des accumulateurs et l'entreposage de matières combustibles.

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de fermer la benne qui accueille les déchets de production et de mettre les fûts d'acide sulfurique sur rétention.

Enfin, il est demandé à l'exploitant de fournir des précisions sur les installations de combustion intégrées à ses sècheurs.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan de défense incendie (entrepôt)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - Point 23
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan de défense incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1<sup>er</sup> janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</li> <li>— l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées :</li> </ul>

- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;
- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe :
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 :
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent :
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques :
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

**Constats :**

L'exploitant n'a pas établi de plan de défense incendie.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 2 : Odeurs

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 7.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Odeurs

**Prescription contrôlée :**

Le fonctionnement des installations ne doit pas être à l'origine d'émissions olfactives gênantes pour le voisinage. L'exploitant met en œuvre toute action visant à réduire les émissions à la source, ainsi que les techniques de confinement, de ventilation et/ou de traitement efficaces.

**Constats :**

L'inspection a été réalisée de manière inopinée. Préalablement à la visite, l'inspecteur s'est déplacé dans les alentours du site. Aucune odeur particulière n'a été détectée.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que les installations de production étaient à l'arrêt. La ligne de production n° 2 a été remise en service avant le départ de l'inspecteur qui n'a également constaté aucune odeur.

Cependant, plusieurs signalements ont été reçus par l'administration (service d'inspection et préfecture) concernant les nuisances olfactives et l'enquête publique réalisée en 2023 a mis en évidence cette thématique dans chacune des contributions.

Parallèlement, l'exploitant a fait réaliser en septembre 2023 des mesures de débits d'odeur pour les flux canalisés ainsi qu'en décembre 2023 des études de dispersion (pour estimer le niveau d'odeur dans l'environnement) et de rétro-dispersion (pour déterminer, dans le cas d'un unique rejet canalisé, la hauteur du point de rejet permettant de ne pas dépasser dans l'environnement extérieur de l'établissement des concentrations d'odeurs de 1 et 5 unités d'odeur).

Ces éléments ont été présentés le lendemain de la visite aux membres de la commission départementale de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques.

Concernant les émissions diffuses, l'inspection a constaté lors de sa visite des odeurs caractéristiques de déchets de poissons au niveau de la benne de déchets (matières fabriquées entre deux variétés de produits différents : elles sont extraites pour ne pas contaminer les lots de fabrication). Bien que dotée d'un couvercle, cette benne était ouverte de sorte que les intempéries ont pu se mélanger aux matières organiques et entraîner une fermentation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant devra veiller à fermer le couvercle de sa benne à déchets pour, d'une part, limiter la fermentation des matières présentes (du fait des intempéries), d'autre part limiter le dégagement d'odeurs.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 5 jours

**N° 3 : Moyens de lutte contre un incendie**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

**Thème(s) :** Risques accidentels, Accès à la réserve d'eau

**Prescription contrôlée :**

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont [...] facilement accessibles en toute circonstance.

**Constats :**

Deux emplacements délimitent les zones de stationnement des véhicules des services d'incendie et de secours auprès de la réserve d'eau d'extinction d'un incendie.

L'un de ces deux emplacements était encombré par des palettes en bois et des bacs de stockage en matière plastique.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 5 jours

**N° 4 : Entreposage des déchets**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2 et 45

**Thème(s) :** Risques chroniques, Prévention de la dissémination de déchets

**Prescription contrôlée :**

Article 2 : « L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

[...]

- prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. »

Article 45 : « Les déchets et résidus produits doivent être stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. »
<b>Constats :</b>  Une benne métallique est utilisée pour entreposer les déchets issus de la production. Le couvercle de cette benne n'était pas fermé et exposait les matières entreposées aux intempéries. En outre, il a été constaté la présence de matières organiques sur le revêtement bitumineux qui ceint les installations depuis l'aire d'entreposage des déchets jusqu'au bassin nord de régulation et confinement des eaux. Le fond de ce bassin était également couvert d'une couche de matières organiques.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant devra veiller à la propreté de son aire d'entreposage de déchets : en effet, les matières organiques s'y trouvant sont ensuite dirigées vers le bassin de collecte des eaux pluviales.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 5 : Rétention

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25 - I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou récipient associé ; 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ou récipients associés.  Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.  Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : — dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des récipients ; — dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients ; — dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.
<b>Constats :</b>  Il a été constaté la présence de deux fûts d'acide sulfurique à 50 % filmés et placés sur deux palettes sous un chapiteau utilisé pour entreposer le matériel utilisé par le service maintenance. La palette supérieure était endommagée, de sorte que les fûts étaient inclinés. En outre, ils n'étaient pas placés sur des rétentions. En cas de renversement, ils pourraient réagir avec les matériaux métalliques situés à proximité immédiate (notamment des bouteilles de gaz utilisés pour alimenter un chariot élévateur).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

Bien que ne possédant pas de mention de danger pour le milieu aquatique (H400, H410...), l'acide sulfurique peut réagir violemment avec de l'eau ou certains métaux. Les contenants doivent de ce fait être placés sur des rétentions adaptées à leurs caractéristiques.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 6 : Maintenance des moyens d'intervention en cas d'accident

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

**Thème(s) :** Risques accidentels, Moyens d'intervention en cas d'accident

**Prescription contrôlée :**

Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état [...].

L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.

**Constats :**

L'exploitant a présenté les derniers rapports de vérification des extincteurs, matériels de désenfumage, robinets d'incendie armés, porte coupe-feu et colonne sèche. Ces vérifications ont été effectuées en août 2023. Elles n'appellent pas de remarque particulière.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 7 : Recharge des batteries

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe II - point 17

**Thème(s) :** Risques accidentels, Prévention des risques d'explosion

**Prescription contrôlée :**

La recharge de batteries est interdite hors des locaux de recharge en cas de risques liés à des émanations de gaz. En l'absence de tels risques, pour un stockage non automatisé, une zone de recharge peut être aménagée par cellule de stockage sous réserve d'être distante de 3 mètres de toute matière combustible et d'être protégée contre les risques de court-circuit.

**Constats :**

La recharge de batteries est effectuée dans la cellule de stockage des produits finis.

Selon le document intitulé « ATEX - Rapport d'assistance à la détermination des zones à risques d'explosion » du 8 novembre 2021 joint au dossier de demande d'autorisation d'exploiter, « Les calculs indiquent que dans le local de charge intérieur, les risques de création d'atmosphère explosive sont maîtrisés par la ventilation du local. Nous considérons donc que ce local de charge ne présente pas de risque de création d'atmosphère explosive. »

Il peut donc être considéré qu'il n'y a pas de risques liés à la recharge de gaz et que celle-ci peut s'effectuer dans une zone de recharge dédiée de la cellule sous réserve des dispositions spécifiques

mentionnées ci-dessus (distance de 3 m, protection contre les risques de court-circuit).  
Lors de la visite, il a été constaté que la distance de 3 m entre la zone de recharge et toute matière combustible n'était pas respectée, puisque des palettes de produits finis étaient entreposées en-dehors des étagères de stockage, à 2 m des accumulateurs.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de respecter une distance minimale de 3 m entre la zone de recharge et toute matière combustible. Cette demande fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant de justifier la présence d'un dispositif de protection contre les courts-circuits, car les interlocuteurs présents lors de la visite n'ont pas pu répondre à l'interrogation de l'inspecteur sur ce point.

Enfin, le rapport ATEX du 8 novembre 2021 précise en observation : « *installer un détecteur H2 avec asservissement des chargeurs* ». L'exploitant précisera également si ces équipements ont été mis en place.

**Type de suites proposées : Avec suites**

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription, Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois (**justification de l'installation du détecteur H2) et cinq jours (déplacement des matières combustibles)**

**N° 8 : Conformité aux plans et données techniques du dossier d'autorisation**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/06/2002, article 2.2

**Thème(s) :** Identification de la demande, Description des équipements

**Prescription contrôlée :**

Les installations doivent être conçues, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de demande d'autorisation, dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

**Constats :**

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué que les sècheurs étaient équipés de brûleurs fonctionnant au gaz naturel.

Cette information n'apparaît ni dans le descriptif du dossier déposé en mai 2001, ni dans celui du dossier déposé en 2022. L'une des annexes de l'étude de dangers de ce dernier, dédiée au classement ATEX, précise toutefois que les « 2 sècheurs disposent chacun d'une chaudière alimentée en gaz naturel d'une puissance de 464 kW et de 696 kW ».

Lors de la visite, les représentants de l'exploitant ont confirmé ces valeurs mais uniquement pour le sécheur de la ligne 1 de production : pour la ligne 2, il a été indiqué que la plage de puissance était comprise entre 60 kW et 1 200 kW.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de fournir les principales caractéristiques des installations de combustion intégrées aux sècheurs, notamment la puissance thermique.

En outre, l'étude d'impact ne mentionnant que la consommation de la chaudière de 1,8 MW, l'exploitant fournira la consommation annuelle en gaz naturel de ces équipements.

**Type de suites proposées : Sans suite**